



AUX CHEMINOTS CONTRACTUELS & STATUTAIRES

Montreuil, le 26 mars 2026

GARES & CONNEXIONS

DÉMÉNAGEMENT AUX SERRES DE PANTIN : LA DIRECTION FAIT LES POCHEs DES AGENTS !

Le 16 mars 2026, une réunion bilatérale s'est tenue à la demande la Direction de G&C au sujet du déménagement du siège à Pantin. Voici ce que la direction vous cache, et ce que la CGT exige pour vous.

VOS TRAJETS VONT S'ALLONGER : LES INDEMNITÉS NE SUFFISENT PAS

La direction annonce des hausses d'indemnités de déplacement. Ça sonne bien. Mais regardons la réalité :

- + 338 000 € pour les trajets dépassant 30 minutes aller-retour. C'est la stricte application du RH 910, **rien de plus, rien de moins.**
- + 390 000 € pour les trajets dépassant 90 minutes. **Toujours le minimum légal.**
- Le Pass Navigo : 200 agents supplémentaires concernés, entre 200 000 et 700 000 € de frais annoncés. **Des chiffres flous, que nous allons vérifier.**

La CGT le dit clairement : appliquer le minimum légal, ce n'est pas faire un cadeau. Des agents habitent déjà loin. Allonger encore leur trajet de 10, 20 ou 30 minutes, c'est parfois insupportable. Et quand on leur parle de cela, la Direction répond qu'« habiter loin est un choix personnel ». C'est à la fois irrespectueux et inacceptable.

TÉLÉTRAVAIL : UN PIÈGE QUE LA DIRECTION NOUS TEND

Un troisième jour de télétravail serait envisagé pour les agents dont le trajet s'allongerait de plus d'une heure aller-retour...

La CGT a réaffirmé que le télétravail ne doit pas être un outil managérial ou de productivité destiné à accompagner les restructurations incessantes de la Direction.

Le télétravail n'est pas la solution : c'est un palliatif. Le vrai problème, c'est un déménagement décidé sans mesurer réellement ses conséquences sur la vie des agents.

Pire : la direction reconnaît déjà que les règles pourraient évoluer, avec un encadrement des jours de présence et de télétravail selon les équipes pour éviter les pics d'affluence et optimiser les surfaces de bureaux.

La CGT rappelle qu'elle avait demandé une expertise dès le début du dossier, refusée par l'UNSA, tandis que la CFDT et la CFE-CGC s'étaient abstenues.



FLEX OFFICE : DES CHIFFRES QUI CLOCHENT

Concernant le flex office, la CGT a réaffirmé son opposition, mais aussi l'iniquité de ce dispositif. Comment expliquer que des métiers identiques entre AREP et G&C aient des taux de flex différents ?

La confiance affichée par la direction ne suffira pas à rassurer la délégation CGT ni les collègues de G&C. Pour la CGT, le seul objectif est d'imposer encore davantage de productivité, en dégradant toujours un peu plus les conditions de travail, avec le risque que les agents fuient le site par une explosion du télétravail, aujourd'hui non encadré.

RESTAURANT D'ENTREPRISE : LE DRH DIT NON, LES AGENTS PAIERONT

La CGT a demandé que les agents de G&C puissent accéder au restaurant d'entreprise du CASI, à 13 minutes à pied des Serres de Pantin. Réponse du DRH de Gares & Connexions : non.

La Direction affirme que ce n'est pas ce que recherchent les agents. La CGT a donc posé une question simple : leur avez-vous demandé ? Réponse : non. La Direction parle en leur nom sans les consulter, puis décide à leur place.

Pourtant, les faits sont simples :

- Au restaurant d'entreprise du CASI : entrée, plat, dessert pour environ 7 €.
- À la Grande Halle des Serres de Pantin : 10 € le plat seul.
- Soit 3 € de plus par jour pour un repas moins complet, et plusieurs centaines d'euros sur l'année.

Alors pourquoi ce refus ? Chemin non sécurisé, restaurant plein, contrôle d'accès... autant de problèmes qui peuvent se régler. Mais au final, le DRH de G&C invoque un mauvais souvenir personnel de cette cantine. Une décision qui pénalise financièrement des centaines d'agents chaque jour : c'est un comble.

La CGT ne lâchera pas ce sujet. Nous allons nous rapprocher du CASI et des représentants CGT de l'immobilier. Et nous dirons aux agents ce que cela leur coûte réellement.

LOCAUX TROP PETITS, MOBILIER RAPETISSÉ : LA DIRECTION S'EN SORT À BON COMPTE

Le premier projet de déménagement prévoyait des locaux beaucoup trop petits. La direction a fini par le reconnaître et a ajouté 2 500 m² supplémentaires. Bien. Sauf qu'ils ne seront livrés qu'en mai 2028.

En attendant, 100 % des équipes seront déménagées en 6 semaines, aux alentours de novembre 2026. Tout le monde sera dans des locaux sous-dimensionnés pendant près de deux ans.

La CGT surveille de près le planning des travaux, les surfaces réelles et les conditions dans lesquelles les agents vont travailler dès novembre 2026.

ENSEMBLE, FAISONS ENTENDRE NOS VOIX !

Ce déménagement, c'est votre quotidien qui est en jeu. Vos trajets, votre repas du midi et votre espace de travail : la CGT se bat pour que tout cela soit garanti, noir sur blanc, dans des accords écrits.